



Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte autoritaire. Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul

Gülçin Erdi Lelandais

► To cite this version:

Gülçin Erdi Lelandais. Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte autoritaire. Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul . Hervé Marchal. Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social , L'Harmattan, 2015. halshs-01213939

HAL Id: halshs-01213939

<https://shs.hal.science/halshs-01213939>

Submitted on 9 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

////////// Chapitre 6

Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte autoritaire.

Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul

Gülçin Erdi Lelandais
Chargée de recherche, CNRS CITERES

La validité des théories de l'action collective dans des contextes autoritaires fait débat au sein de la discipline sociologique lorsqu'il s'agit d'étudier les formes de résistance et de mobilisation en leur sein. Si la plupart des chercheurs s'accordent sur le fait qu'il n'y a pas une véritable différence ontologique entre les mouvements protestataires en milieu autoritaire et ceux qui surviennent ailleurs, il existe néanmoins un consensus sur l'effet du contexte politique dans la formation des mobilisations collectives, puisque les répertoires d'action renvoient explicitement aux ressources des groupes mobilisés et donc à leur(s) interaction(s) avec les institutions politiques¹. Cette contribution vise à explorer ces questionnements « au concret » à travers le quartier du 1 Mayıs (1^{er} mai) à Istanbul, lequel constitue une illustration pour comprendre ces interactions entre résistance sociale et force politique autoritaire, ainsi que les effets éventuels de ce contexte sur les formes de mobilisations.

Notre propos est le fruit d'une recherche réalisée entre 2010 et 2012 à Istanbul et se focalise sur un quartier auto-crée et autogéré à partir d'une résistance politique d'extrême-gauche face à l'ordre politique autoritaire des années 1970 en Turquie. Depuis ce temps, l'ordre politique en Turquie a subi des mutations politiques et économiques. La conception des villes et les politiques urbaines sont décidées de plus en plus dans un cadre néolibéral caractérisé par le monopole du pouvoir de gouvernants décidant des usages de l'espace urbain. Cependant, ce quartier a continué à figurer comme une niche de résistance située dans un des pôles centraux d'Istanbul face à ce monopole du pouvoir tantôt politique, tantôt économique, illustré actuellement par le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP).

L'objectif de ce chapitre est d'abord de démontrer, après une brève présentation de l'histoire du quartier, les conditions de son émergence, son évolution et sa morphologie socio-culturelle. Puis il est question d'analyser comment son émergence a contribué à la formation d'une identité collective et d'une culture de résistance s'inscrivant dans une dimension spatiale. Pour ce faire, nous allons nous focaliser sur deux périodes : la période de la fondation du quartier et la période actuelle. Nous tenterons alors de montrer que les changements des formes d'autoritarisme politique ont des répercussions directes sur les formes de résistance et d'action collective au sein de ce quartier. Notre hypothèse est que la période d'émergence de ce quartier correspond à une période d'autoritarisme d'État visant l'élimination physique des opposants au régime politique (assassinats, condamnations à la peine de mort ou emprisonnements de longue durée, etc.). Quant à la période actuelle, malgré

¹ Voir Bennani-Chraïbi M., Fillieule O. (dir), 2003, Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes, Paris, Presses de Sciences Po ; Dorronsoro G., 2005, La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régimes sécuritaires, Paris, CNRS Edition.

une apparence de démocratie plurielle, elle consiste en la consolidation d'un régime politique que l'on peut qualifier d'autoritarisme néolibéral avec l'exacerbation progressive des motifs religieux. Ce régime vise l'élimination symbolique des opposants par le biais de l'économie, de l'usage des médias et des reconfigurations de l'espace urbain.

Le quartier 1 Mayıs et son émergence

Le quartier du 1 Mayıs, administrativement composé des quartiers Aşık Veysel et Mustafa Kemal fait partie de l'arrondissement d'Ataşehir se trouvant sur le côté asiatique d'Istanbul. Avant 2009, ce quartier faisait partie de l'arrondissement d'Ümraniye. Désigné par la municipalité d'Ümraniye parmi les quartiers de seconde génération, il s'est formé suite aux initiatives informelles de construire des habitations, observées simultanément dans diverses parties d'Istanbul dans les années 1970 après plusieurs vagues d'exode rural. Nombreuses qualifications ont été attribuées à la construction de ce quartier. Dans certains ouvrages, ce quartier est défini comme « une occupation soutenue par une organisation politique » (Erder, 1996, p.84). Dans les journaux au moment de sa création, il est décrit comme le produit d'une « sorte de rébellion menée par les groupes d'extrême gauche contre l'État »². Quoi qu'il en soit, le quartier du 1 Mayıs est un lieu d'habitation qui a attiré, pendant longtemps, l'intérêt politique de divers acteurs. Ce qui fait l'originalité de ce quartier, et qui suscite cet intérêt, est le fait que le processus qui a présidé à son émergence repose plus sur des dynamiques de mobilisation sociale et politique héritées du passé que de sa place actuelle dans le système urbain.

Le quartier a été créé à la fin des années 1970 dans une période de polarisation politique extrême où existait un affrontement armé intensif entre les militants d'extrême droite et d'extrême gauche³. Durant cette période, « l'État perd le contrôle de parties entières de son territoire, dans lesquelles les habitants subissent la domination de milices, seules capables d'assurer leur sécurité face aux unités du bord adverse »⁴. Selon le récit des habitants lors de notre étude de terrain, mais aussi dans l'ouvrage emblématique de Şükrü Aslan⁵, les premières installations dans le quartier se sont faites par le biais des groupes mafieux immobiliers qui vendaient des parcelles de terrains publics en vue de la construction d'un *gecekondu*⁶. Le contrôle de la distribution de ces terrains a passé progressivement aux groupes d'extrême-gauche qui avait pour objectif de réaliser une organisation politique et sociale fidèle au socialisme, et donc opposée au régime politique en place. Ainsi, une distribution foncière – mêmes m² d'espace pour chaque installant –, dont le mode de sélection favorisait de fait des minorités ethniques et politiques et excluait les familles ayant des idées politiques nationalistes ou conservatrices, a été mise en place à l'initiative de ces groupes⁷. Les militants se chargent d'informer et d'éduquer politiquement les habitants via des réunions publiques

² En particulier dans des articles de presse concernant ce quartier : voir les journaux *Tercüman* et *Hürriyet* de septembre 1977 et d'octobre 1978, où l'on trouve fréquemment ce type de qualification et de commentaire.

³ Gourisse B., 2014, *L'État en jeu. La violence politique en Turquie (1975-1980)*, Paris, éd. Karthala.

⁴ Gourisse B., 2012, « Participation électorale, pénétration de l'État et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970. Contribution à l'analyse des crises politiques longues », in *Politix*, n° 98, p. 174.

⁵ Aslan S., 2004, *1 Mayıs Mahallesi. 1980 Öncesi Toplumsal Mücadeleler ve Kent*, Istanbul, éd. Letisim.

⁶ Le mot *gecekondu* est synonyme de « bidonville » en français. Il signifie littéralement les maisons « construites en une nuit ». Pour l'approfondissement théorique, voir numéro spécial « Gecekondu », in *European journal of Turkish Studies*, n° 1, 2004.

⁷ Propos répétés lors de plusieurs interviews dans le quartier notamment de la part des premiers arrivants dans le quartier en 1976.

ponctuelles (assemblées, concerts), mais aussi à travers un contrôle accru du quotidien, et tentent de les convaincre pour se débarrasser de la mainmise des groupes mafieux.

Après la construction des *gecekondu*s, différents services et institutions sont progressivement mis en place à l'échelle du quartier : comité populaire, maison du peuple, espace santé, école ou encore coopératives pour l'achat de nourriture, de combustibles ou de matériaux de construction. Néanmoins, en raison de l'illégalité des constructions et du quartier lui-même, les habitants sont régulièrement confrontés à des tentatives de destruction initiées par les pouvoirs municipaux. En 1977, suite aux événements survenus lors des manifestations de 1^{er} mai à Taksim⁸, ils nomment leur quartier *1 Mayıs* (1^{er} mai) en hommage aux victimes et décident par tous moyens d'empêcher l'accès du quartier aux forces de l'ordre. C'est pourquoi le quartier est déclaré, par certains journaux de l'époque, de « *kurtarılmış bölge* » (zone libérée). Cette labellisation fait sens car il s'agit d'une zone où l'idéologie nationaliste de l'État turc, avec ses instruments sociaux, politiques et répressifs, n'a, physiquement ou symboliquement, aucun moyen d'accès. Cette qualification est particulièrement révélatrice puisqu'elle n'était alors employée que pour les quartiers réputés socialistes, qualifiés d'îlots de résistance à l'ordre urbain dominant et au régime politique en place⁹. Elle était le signe d'un rapport de force établi entre les groupes socialistes et l'État pour tracer les limites des zones d'influence de chacun. En même temps, cette qualification a été utilisée surtout par les médias de l'époque pour stigmatiser ces quartiers, de sorte que les habitants dénoncent souvent cette dénomination. Un des anciens du quartier souligne à ce propos que « *l'on ne peut pas parler des zones libérées. Ce n'était pas notre qualification. C'était quelque chose trouvé par les journaux collaborateurs du régime fasciste de l'époque. Pour faire peur aux gens, pour nous montrer comme des terroristes* »¹⁰.

Il est vrai que l'usage du terme « zone libérée » avait une fonction de légitimation de l'intervention violente de l'État dans ces quartiers. La grande destruction du 2 septembre 1977 est réalisée dans cet état d'esprit causant la mort de dix personnes¹¹. Après le Coup d'État militaire en 1980, de nombreuses tentatives de destruction du quartier ont été également réalisées, mais elles se sont toutes conclues par un échec. Cela étant dit, le fait que l'accès au quartier était entièrement verrouillé au niveau foncier mais aussi au niveau de la circulation quotidienne par les groupes politiques qui assurent son contrôle, justifiait sa qualification de « zone libérée ». Dans ces zones libérées, « la création de "tours de contrôle" (lieux "stratégiques" contrôlant l'accès de rues, voire de quartiers) et la coercition externe (contre la population "adverse") ou interne (dans son propre groupe) permettent l'instauration d'un contre-pouvoir qui cherche le contrôle des biens culturels, de la taxation économique, du recrutement par le biais de la protection et de l'administration de la justice »¹².

Face à cette situation, le pouvoir politique, en plus de la violence physique dont il fait preuve, entre dans une lutte symbolique avec les habitants du quartier en le nommant administrativement Mustafa Kemal, le nom du fondateur de la République turque. Ceci recouvrait deux objectifs. D'une part, avec une telle nomination, l'État avait pour finalité

⁸ Qualifiée de « dimanche sanglant », cette date fait référence à l'attaque des militants d'extrême-droite et de la police contre les manifestants du 1er Mai à Taksim, lieu emblématique des manifestations désormais interdit. Le feu a été déclenché depuis l'étage d'un hôtel cinq étoiles et les responsables n'ont jamais été retrouvés. On comptera 34 morts et 126 blessés parmi les manifestants.

⁹ Pérouse J.F., 2005, « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in Dorronsoro G. (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, éd. CNRS Éditions, p. 142.

¹⁰ Interview réalisé avec H.Y, au quartier du 1 Mayıs, le 22 mars 2011. Tous les entretiens ont été traduits par l'auteure.

¹¹ Aslan Ş., *op. cit.*, p. 134.

¹² Bozarlan H., 2001, « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », in *Cultures & Conflits* [En ligne], n° 24-25, consulté le 03 décembre 2014. URL : <http://conflits.revues.org/501>

d'effacer progressivement la mémoire collective du quartier constituée à partir de la résistance des habitants au moment de sa fondation et du sentiment de solidarité et d'autogestion qui ont marqué cette fondation. D'autre part, le pouvoir politique voulait mettre en évidence les rapports de force symboliquement inégaux et affirmer ainsi sa suprématie. Le quartier n'était plus finalement une zone libérée. Le propos d'un des fondateurs du quartier confirme ces hypothèses : « *Ici, c'est un quartier révolutionnaire gagné par la loi de poing et le sang coulé. Selon moi, il a une bonne image mais pour l'État mauvaise. C'était une zone libérée dans les années 1970. La junte militaire est arrivée et le quartier a subi la répression. Après 1980, elle a pris les jeunes révolutionnaires de mon quartier et les ont fait disparaître* »¹³. Aujourd'hui, il existe divers groupes politiques de la gauche radicale au sein du quartier. Les plus actifs sont Le Front (DHKP-C), le Parti socialiste des opprimés (ESP), le Parti de la Paix et de la démocratie (BDP). Ces groupes se trouvent à l'origine de plusieurs actions de mobilisation et de campagne de sensibilisation sur des sujets divers.

Nous proposons une analyse en deux temps de cette socialisation au refus de l'autoritarisme politique turc dans un contexte urbain, en comparant les formes prises par la résistance dans les années 1970 et actuellement. Dans la section suivante, nous analyserons les pratiques militantes et la vie quotidienne du quartier durant les années 1970 et 1980, ainsi que les rapports de force que les habitants ont réussi à établir avec le régime autoritaire. Puis, nous ferons l'état des lieux de la résistance dans ce quartier dans les années 2000 afin de le situer dans le système global des politiques d'urbanisation en Turquie. Ceci nous permettra d'apporter une contribution au sujet des effets du contexte politique sur les mobilisations, plus particulièrement en posant la question du lien entre la transformation du caractère autoritaire de l'appareil politique et celle du groupe mobilisé – et du quartier ici observé en l'occurrence.

Émergence du mouvement socialiste et de ses territoires

L'exode rural qui se développe fortement en Turquie à partir des années 1950 a entraîné à la périphérie d'Istanbul l'apparition des *gecekondu*, puis leur multiplication, et ce, en raison de l'absence de politique publique d'aménagement urbain d'une part, et des calculs électoraux des responsables politiques de l'autre¹⁴.

L'industrialisation et l'établissement progressif des usines autour d'Istanbul, ainsi que la concentration des possibilités d'emploi dans les grandes métropoles au détriment des régions rurales, étaient parmi les principales raisons de cet exode. Trouver un emploi étant la première motivation des migrants, leur logique d'habitation s'est conjuguée avec celle des installations industrielles. Les moyens de locomotion étaient alors limités et la plupart des usines se trouvaient dans des zones périphériques d'Istanbul. De plus, face à cette migration intensive, les institutions publiques n'étaient pas en mesure de proposer des logements sociaux, ni des solutions alternatives d'hébergement pour tout le monde. De ce fait, des migrants devenus ouvriers ont construit spontanément leur quartier d'habitation par leurs propres moyens autour des structures industrielles, et ce de manière illégale. Selon une recherche réalisée en 1976, 39,5 % des personnes qui vivaient dans les bidonvilles étaient des ouvriers¹⁵. L'apparition des

¹³ Entretien réalisé avec H.T. au quartier du 1 Mayıs, 23/03/2011, Istanbul.

¹⁴ L'immigration vers les grandes villes a deux dimensions en Turquie. 1/ L'exode rural qui débute dans les années 1950 et qui se poursuit jusqu'à la fin des années 1984 peut être considéré comme un fait économique. 2/ L'immigration vers les grandes villes qui se produit après les années 1980 correspond essentiellement à des déplacements forcés provoqués par les affrontements qui opposent l'armée et le PKK. Pour davantage d'informations sur le sujet, voir Sencer Y., 1979, *Türkiye'de kentleşme*, Ankara, éd. Kültür Bakanlığı Yayınları.

¹⁵ Keleş R., 1983, *100 Soruda Türkiye'de Şehircilik, Konut ve Gecekondu*. Ankara, éd. Gerçek Yayınları, p. 199-200.

gecekondu près des usines est, pour ainsi dire, encouragée non seulement par les institutions publiques d'une manière indirecte, mais aussi par les employeurs qui veulent réduire le prix de revient des logements au strict minimum.

Cependant, la concentration spatiale des ouvriers à la fois dans les usines et dans les *gecekondu* tout proches a un double effet : celui, d'une part, d'augmenter la force des classes prolétaires en tant qu'acteur politique et celui, d'autre part, de favoriser leur prise de conscience de la puissance qu'ils représentent collectivement¹⁶. Marx et Engels soulignaient dès 1848 que l'action collective était ancrée, physiquement comme symboliquement, dans l'espace¹⁷. Par conséquent, dès cette période, le territoire, plus précisément le quartier observé, a joué un rôle très important dans la constitution de la classe ouvrière. Comme Dennis Mercklen l'évoque, « c'est au sein du quartier que l'essentiel du monde commun se définissait, reliant la famille et les âges de la vie (l'enfance, la vie adulte, la vieillesse) au travail dans l'usine. [...] La socialisation politique des classes populaires était dans une large mesure une affaire locale »¹⁸. Bozarslan ajoute que suite à l'exode rural, « des réseaux d'appartenance basés sur une solidarité clanique, tribale, confrérique [...] débordent maintenant le cadre local et fonctionnent à l'échelle de la Turquie. Loin de disparaître sous le coup de l'urbanisation, ils s'y adaptent et élargissent leurs domaines d'action au-delà de leurs fonctions traditionnelles (gestion du quotidien, solidarité interne, contrôle des alliances matrimoniales). Implantés désormais dans un cadre urbain, ils investissent le champ économique et politique. De plus, en privilégiant les liens de parenté ou les solidarités territoriales (*hemşehrilik*), ils créent des modes de communication efficaces à l'échelle du pays. Ces réseaux deviennent un lieu privilégié de l'invention de l'économie parallèle, mais ils ne s'avèrent pas moins efficaces dans la mobilisation politique. Suivant un schéma assez classique, la mobilisation de l'un des maillons de ces réseaux entraîne l'engagement de groupes entiers, dans des grandes villes, mais aussi dans l'ensemble de la Turquie »¹⁹. On constate en outre que suite aux concentrations territoriales dans tel ou tel quartier *gecekondu*, les premiers arrivés attirent les suivants au sein de leur propre quartier.

La construction du quartier du *I Mayıs* a suivi cette logique reliant le travail, l'habitat et la lutte politique. Il faut souligner que les premiers habitants de ce quartier ne venaient pas directement des zones rurales anatoliennes, mais avaient déjà tous un parcours urbain. Toutes les personnes interrogées ont en effet expliqué qu'elles se trouvaient, auparavant, dans d'autres quartiers d'Istanbul, notamment Çağlayan et Kağıthane, qui sont d'autres quartiers bidonvillisés se trouvant du côté européen.

Au début, la zone qui deviendra le quartier du *I Mayıs* était un terrain vide appartenant en partie au Trésor public et à la proximité duquel se trouvaient quelques carrières. Le ministère de la Reconstruction et du Logement avait, par la suite, exproprié le terrain pour la construction de logements collectifs²⁰. Cependant, aucun projet ou activité de construction n'étaient en cours durant les années 1970. Les ouvriers travaillant dans les carrières ont alors commencé, dès 1976, à construire des petites cabanes vétustes. Mais avec la tendance à la construction des *gecekondu* un peu partout à Istanbul, des groupes mafieux tentent de profiter de la situation et vendent des terrains publics par parcelle sans titre de propriété. Ils instaurent également un véritable monopole dans ces quartiers dans lesquels il devient impossible de construire un *gecekondu* sans leur autorisation. Pour autant, l'attitude autoritaire de ces groupes, leur racket généralisé auprès des habitants et la vente de mêmes

¹⁶ Auyero J., 2005, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, p.125.

¹⁷ Marx K. et Engels F. 1962, *Le Manifeste du Parti communiste*, Paris, éd. 10/18, p. 29.

¹⁸ Mercklen D., 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris, éd. La Dispute, p.20.

¹⁹ Bozarslan H., *op. cit.*

²⁰ Entretien avec S.K, un des fondateurs du quartier, réalisé le 5 avril 2011.

terrains à plusieurs personnes sont à l'origine de forts mécontentements parmi la population et l'incitent à chercher des solutions alternatives pour se débarrasser de cette mafia²¹. C'est finalement l'attitude complaisante des pouvoirs publics et les relations clientélistes que la mafia entretient avec certains fonctionnaires au sein des institutions publiques qui vont pousser les habitants vers les organisations politiques de gauche afin de trouver une solution à l'impasse dans laquelle ils se trouvent.

Ce phénomène n'est pas propre à la Turquie et pendant la même période, on observe des mobilisations similaires dans d'autres pays européens. Isabelle Sommier évoque ainsi des quartiers bidonvilles soutenus par le Parti communiste italien et les syndicats, quartiers dans lesquels des initiatives d'autogestion comme les crèches autogérées, les cantines populaires, les centres de soins ou encore des activités d'entraide sont impulsées par des organisations comme *Lotta Continua*²². Ces actions de résistance et d'ordre politique alternatif sont légitimées en effet par une forme d'« illégalisme populaire », « formes par lesquelles les couches populaires imposent leur propre légitimité (hors de la loi bourgeoise) en face d'une légalité qui n'est même pas respectée par ceux par qui elle a été produite »²³.

Pour comprendre cette attitude des habitants, il faut présenter le contexte politique de la Turquie dans les années 1970. Cette période constitue l'apogée d'un cycle de protestations ayant commencé dans les universités et les usines dès le milieu des années 1960. En effet, les protestations se sont nourries de l'expérience des luttes syndicales et étudiantes des années 1960 organisées notamment sous l'égide de la *Fikir Kulüpleri Federasyonu* (FKF – Fédération des Clubs de Pensée) et de la *Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu* (DISK – Confédération des syndicats révolutionnaires des ouvriers), lesquelles ont mené des combats syndicaux et ouvriers victorieux tout au long des années 1960, et ce, avec le soutien des comités de jeunesse et du *Türkiye İşçi Partisi* (TIP – Parti ouvrier de Turquie). Renforcés par l'entrée au parlement de 15 députés socialistes du TIP en 1965, les mouvements socialistes organisés notamment dans les lycées et les universités ont été encouragés pour répandre les principes socialistes au sein de la population. Un bulletin d'information d'une organisation étudiante²⁴, membre du FKF, résume ainsi la lutte de cette époque : « *Dans la période actuelle, les socialistes prolétaires doivent mener un double combat ; d'une part, soutenir toutes les classes et catégories sociales populaires dans la lutte contre l'impérialisme afin d'accélérer la lutte anti-impérialiste et anti-féodale ; d'autre part, contribuer à l'organisation du prolétariat avec un travail de conscientisation* ». ²⁵

La mobilisation politique des organisations socialistes change néanmoins d'orientation à partir du début des années 1970. Le coup d'état militaire de 1971 d'une part, et l'émergence de la mouvance d'extrême-droite « *Loups gris* »²⁶ d'autre part, poussent ces organisations vers la lutte armée et la clandestinité. Leur discours se radicalise et les stratégies d'action changent pour mobiliser les masses populaires. Après l'intervention militaire de 1971 et l'arrestation de nombreux leaders étudiants²⁷, les désaccords entre les organisations marxistes

²¹ Informations tirées de plusieurs entretiens réalisés dans le quartier en mars 2011.

²² Sommier I., 1997, « Un nouvel ordre de vie par le désordre : Histoire inachevée des luttes urbaines en Italie », in collectif CURAPP, *Désordres*, Paris, éd. Puf, p. 148.

²³ Castells M., Cherki E., Godard F. et Mehl D., 1978, *Crise du logement et mouvements sociaux urbains*, Paris, éd. Mouton, p. 582.

²⁴ Il s'agit du Front-Parti de la libération du peuple de Turquie – *Türkiye Halk Kurtulus Partisi-Cephesi / THKP-C*.

²⁵ Voir : « Son gençlik hareketleri üzerine (de derniers mouvements de jeunesse) », in *Revue Türk Solu (Gauche turque)*, n° 77, 1969.

²⁶ Pour une analyse détaillée des « loups gris » pendant cette période, voir Gourisse B., 2011, « Variation des ressources collectives et organisation des activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie (1975-1980) », in *Cultures & Conflits*, n° 81-82, p. 81-100.

²⁷ Trois d'entre eux, Deniz Gezmis, Hüseyin Inan et Yusuf Aslan, ont été condamnés et exécutés par pendaison.

se cristallisent autour du recours ou non à la violence. Le mouvement étudiant s'oriente davantage vers une lutte de guérilla urbaine et l'usage des armes, notamment avec la fondation du DEV-GENC (Jeunesse révolutionnaire), du TIKKO-*Türkiye İşçi Köylü Kurtulus Ordusu* (TIKKO – Armée de libération des ouvriers et des paysans de Turquie), ainsi que du *Devrimci Halk Kurtulus Partisi Cephesi* (DHKP-C – Le Front du parti de la libération révolutionnaire du peuple)²⁸.

Le leader politique étudiant Hüseyin Inan justifiait de la manière suivante l'usage de la violence dans son livre rédigé en prison après son arrestation en 1971 :

*« Contrairement à la démocratie bourgeoise, les organisations et luttes politiques, hormis celles rétrogrades, n'ont pas la possibilité d'avoir des activités légales dans les limites de la démocratie existante de notre pays. De toute façon, non seulement les masses dominées n'ont pas la possibilité d'une lutte politique, de plus un environnement leur permettant de suivre une lutte économique est davantage limité. Les masses paysannes ne peuvent pas s'organiser au niveau économique non plus. [...] Dans ce cadre, il est impossible de transformer la forme de cette démocratie superficielle sans fonder un pouvoir révolutionnaire par la force ».*²⁹

Pour convaincre les masses populaires sur la nécessité de constituer un pouvoir et une organisation socialistes offensifs, les leaders viseront les zones de *gecekondu* qui, en effet, se présentent progressivement en la matière comme des zones de prédilection du fait de la présence massive des ouvriers. Cet intérêt pour de telles zones d'habitat est, avant tout, fondé sur la conviction des organisations révolutionnaires de considérer les *gecekondu* comme des unités d'organisation, à l'instar des usines. Les *gecekondu* sont à n'en pas douter des lieux d'accueil de la pauvreté et de la misère, et ceci constituait une opportunité de mobilisation dans l'objectif avoué de créer une conscience de classe³⁰. Autrement dit, pour les organisations de l'époque, le peuple des *gecekondu* était le plus susceptible de passer d'une « classe en soi » à une « classe pour soi ». De nombreux groupes socialistes composés de jeunes et organisés autour d'une revue politique, dont les plus connues sont *Halkın Yolu* (Chemin du peuple), *Devrimci Yol* (Sentier Révolutionnaire) et *Partizan*, vont donc accorder une importance particulière à la solidarité avec les habitants des *gecekondu*. Cet imaginaire érige ainsi sur le mode de l'évidence le *gecekondu* et le *gecekondu halkı* (peuple des bidonvilles) en acteurs politiques à part entière, dotés d'une identité de classe et d'une mission révolutionnaire propre. Un texte destiné à l'éducation populaire relatif aux *gecekondu*, émanant du DHKP-C, et intitulé *Halk Sınıfı, Ders 57, Konu : gecekondu* (Classe populaire, leçon 57, sujet : bidonvilles)³¹, résume bien ce point de vue politique³².

De ce fait, de nombreux jeunes militants des organisations, comme le DHKP-C, le Dev-Yol, le Dev-Genç ou encore le TIKKO, investissent progressivement ces quartiers autour de petits comités de solidarité, chacun étant chargé d'apporter le soutien à un quartier précis. Ces

²⁸ Cette organisation est la transformation du THKP-C. La Turquie a été remplacée par le mot « Révolutionnaire » après l'inclusion du mouvement kurde dans la lutte socialiste.

²⁹ Inan H., 1972, *Türkiye Devriminin Yolu* (Le chemin de la révolution de la Turquie), notes de prison, mars.

³⁰ Erman T., 2014, « Ethnographie du *gecekondu*. Un habitat autoconstruit de la périphérie urbaine », in *Ethnologie française*, n° 44, pp. 267-278.

³¹ Le texte intégral de ce « cours » est consultable en turc sur le site <http://www.ozgurluk.info/kitaplik/webarsiv/kurtulus/eskisayilar/h-icin57/halksinifi.htm>, (consulté le 05/12/2014). L'objectif de ce type de cours est de forger un imaginaire du *gecekondu* (entendu ici comme collectif, symbole de la résistance à l'ordre dominant, décrit comme inique, et du refus de l'individualisme consommateur.

³² Pérouse J.-F., 2004, « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », in *European Journal of Turkish Studies*, n° 1, <http://ejts.revues.org/index117.html>, (consulté le 26 février 2010).

groupes essaient d'infiltrer presque tous les secteurs *gecekondus* de la ville et, surtout, de mobiliser les jeunes des bidonvilles autour des problèmes quotidiens, de fédérer l'expression politique et de revendiquer plus de part dans les services publics³³. Leur organisation accompagnait en même temps les actions de masse, si bien qu'une foule importante provenant des quartiers des bidonvilles participait aux manifestations politiques.

Cet investissement des groupes socialistes dans les quartiers de *gecekondus* fait partie d'un ensemble d'action que l'on peut qualifier de « *voice* » au sens d'Albert Hirschman³⁴, puisque la parole politique exprime enfin une action alternative, une protestation contre les décisions des institutions étatiques sur place. Les groupes socialistes réussissent à canaliser le mécontentement des masses en une action organisée afin que ces dernières construisent leur propre résistance. L'objectif est de faire émerger plus de justice sociale en éradiquant le nationalisme des institutions étatiques et les discriminations à l'égard de la classe ouvrière, se traduisant notamment en des discriminations ethniques ou religieuses.

Progressivement, ce soutien extérieur aux quartiers des *gecekondus* se transforme en un ancrage local. Les organisations révolutionnaires commencent à y investir durablement et à faire partie du quotidien. Leurs préoccupations dépassent la problématique de la mobilisation et de l'organisation du terrain. Le projet révolutionnaire avant-gardiste laisse davantage de place à une volonté de mener le combat avec la classe ouvrière, et ce dans son lieu même d'habitation et de travail. De nombreux étudiants révolutionnaires abandonnent leurs études pour aller travailler dans l'usine et investissent ainsi les quartiers des *gecekondus* pour les construire solidairement avec les ouvriers. Désormais, l'objectif est de construire directement des quartiers de bidonvilles afin de traiter la question du logement de leurs occupants. Leur présence marque également les habitants de ces quartiers : « *L'esprit des gecekondu est une autre chose. Quand quelqu'un faisait à manger, il invitait tout le monde à le partager. Chacun partageait sa nourriture, son pain avec ses amis, son voisin. Il avait appris à partager. En plus de cela, il y avait une croyance en la révolution. À cette époque-là, on avait une très haute estime et un respect pour les révolutionnaires. Quand un leader révolutionnaire venait chez quelqu'un, il était accueilli toujours avec respect et honoré, car ses camarades racontaient des choses justes. Ils racontaient le partage entre nous, notre culture, et au-delà de tout ça, ils réussissaient à inculquer une conscience politique. C'est pour cela que nous nous considérons chanceux* »³⁵.

Cette manière de procéder va trouver un écho important dans de nombreux quartiers d'Ankara et d'Istanbul, si bien que le mouvement socialiste monte sur la scène politique et incarne une dynamique active et efficace qui intervient au niveau urbain. Le Quartier 1 Mayıs a été construit dans ce contexte et en a constitué le premier exemple, ouvrant ainsi la voie à la construction d'autres quartiers socialistes qui garderont jusqu'à nos jours leur réputation de contestataire du système politique dominant.

L'un des premiers habitants du 1 Mayıs, figure emblématique du quartier, explique le processus de construction de leur quartier avec les groupes socialistes de la manière suivante : « *Nous avons entendu par la famille, les connaissances et les amis que les socialistes construisaient des gecekondu près des carrières à Ümraniye. J'ai décidé d'y aller avec mon frère. Au départ, c'était une zone près des déchetteries. Il y avait partout des potagers, pas une seule route, ni électricité, ni eau. Nous avons décidé de construire une cabane. Les révolutionnaires nous ont aidés. Ils participaient à la construction. Les étudiants révolutionnaires cotisaient entre eux pour nous fournir des briques, du bois... Ils avaient tout organisé. Pour eux, c'était un projet urbain. Des étudiants architectes avaient conçu un*

³³ Karpat K., 1976, *The Gecekondu. Rural Migration and Urbanization*, Cambridge, éd. Cambridge University Press.

³⁴ Hirschman A., 1970, *Exit, voice and loyalty*, Harvard, éd. Harvard University press.

³⁵ Entretien réalisé avec C.K., le 22 mars 2011, dans le quartier du 1 Mayıs d'Istanbul.

projet de ville moderne et bien structuré. On savait où allaient se trouver les rues, les boulevards, l'hôpital, les écoles... Aujourd'hui, les écoles du 1 Mayıs se situent vraiment là où les révolutionnaires les avaient conçues. Si on a des rues larges et aérées, c'est aussi grâce à eux »³⁶.

Après la construction des maisons sur un mode égalitaire, les groupes socialistes ont tenté un fonctionnement et une organisation socialistes au sein du quartier. Ils ont procédé à la constitution d'un comité populaire désigné par les habitants mais placé sous l'égide des organisations politiques. Un des journaux révolutionnaires de l'époque explique ce processus de la manière suivante : *« Nous avons décidé d'abréger nos attentes et de commencer notre lutte avec les occupants des terrains le 1^{er} décembre 1977 en formant un comité du peuple. Nous avons proclamé l'urgence de cette lutte au peuple vivant aux alentours dans un contexte de grande précarité et apporté au comité du peuple le soutien de militants révolutionnaires suite à un vote démocratique et grâce à la masse des prolétaires »*.³⁷

De ce point de vue, le comité du peuple est l'organisation clé de ce processus grâce aux méthodes de gestion, d'exécution et de vérification de la mise en œuvre des actions prévues. Il est composé des groupes politiques représentés en fonction de leur influence dans le quartier. Ce comité populaire sera central dans les prises de décision concernant le quartier, notamment au moment de la Grande destruction qui a eu lieu le 2 septembre 1977.

Destruction du quartier et la décomposition politique

L'organisation socialiste du 1 Mayıs a inspiré d'autres quartiers. Cette forme d'organisation ainsi que son expansion ont constitué une expérience emblématique. La résistance des habitants de ce quartier à la destruction de 1977 leur a valu également une réputation héroïque. Dans une revue socialiste, les habitants de Gültepe, construit de la même façon que 1 Mayıs, partagent leur expérience en faisant référence à ce dernier : *« [...] L'une de ces multiples difficultés est la disponibilité des logements où nous pourrions abriter nos familles. [...] L'impérialisme, l'impérialisme social, les collaborateurs fascistes et les fascistes sociaux essayent de se sauver de la crise et de retarder leur chute en augmentant les prix des biens primaires. [...] Perdant tout espoir d'aide venant du gouvernement et de ceux qui le dirigent, nous avons décidé de combattre par nos propres moyens en prenant exemple sur les habitants héroïques du quartier du 1 Mayıs Ümraniye [...] »*³⁸.

Pour l'appareil étatique autoritaire, cette mise en place progressive des quartiers socialistes, et en leur sein la fondation des comités populaires, commencent à constituer une opposition sérieuse contre les bases du système politique nationaliste et répressif, dans la mesure où le peuple, notamment les classes démunies, commencent à accorder un soutien à de tels lieux de contestation. Ces quartiers sont susceptibles d'allumer l'étincelle de la résistance sociale pour réclamer des droits sociaux et politiques. De ce fait, pour préserver sa légitimité et son pouvoir, le pouvoir politique considère qu'il doit d'intervenir pour mettre fin à ces parenthèses socialistes au sein d'un État placé sous l'hégémonie du nationalisme et de la junte militaire.

L'objectif de la Grande destruction du 2 septembre 1977 n'était donc pas seulement de détruire des bâtiments illégaux. En détruisant le quartier du 1 Mayıs, le pouvoir voulait envoyer un message fort en vue de dissuader les prochaines tentatives socialistes. Pour

³⁶ Entretien réalisé avec S.K., le 5 avril 2011, dans le quartier du 1 Mayıs d'Istanbul.

³⁷ Revue *Halkın Yolu*, n° 43, 20 décembre 1977.

³⁸ Cité in Poyraz M., Aslan S. et Gandais L., 2010, *Les quartiers populaires et la ville*, Paris, éd. L'Harmattan, p. 130-131.

légitimer les interventions destructrices, ces quartiers ont été présentés³⁹ par le pouvoir comme des zones de désordre et du terrorisme, « entendues comme des zones où on observe un défaut d'ordre, soit une perturbation de l'ordre existant dû à un dysfonctionnement interne ou à une contestation externe »⁴⁰.

Alors que les autorités publiques se préparaient à la destruction, le Comité populaire a joué un rôle mobilisateur dans l'objectif de motiver les habitants. D'après les propos de nos enquêtés, l'objectif principal était, pour les habitants et les membres du comité, de résister à la destruction des maisons et de s'organiser pour leur protection. L'image mythique du quartier permettait aux groupes socialistes en son sein de mobiliser les groupes d'autres quartiers afin de renforcer la résistance. Le Comité populaire a été central dans toute cette organisation. En effet, les habitants comptaient énormément sur le pouvoir de ce comité qui signifiait pour eux « l'autorité permettant le bon fonctionnement du quartier »⁴¹ et remplaçait, de facto, le pouvoir symbolique des institutions publiques.

Le jour de la destruction, des barricades sont posées tout autour du quartier et un véritable affrontement et une résistance offensive sont mis en place. Cette destruction constitue une première dans la mesure où elle concerne des milliers de maisons et ses conséquences sont violentes avec la mort de dix personnes⁴². Autrement dit, dès le début de l'affrontement direct avec le régime, le mode d'action violent défensif en cas de nécessité est adopté par les habitants du quartier.

Cette destruction a été suivie d'une autre d'une moindre ampleur deux ans après en 1979. Cependant c'est celle de 1977 qui a constitué un tournant dans l'histoire sociale et politique du quartier à la fois pour ces habitants et les autorités publiques. D'abord pour les habitants puisque le recours à la résistance armée a mis dans la clandestinité la plupart des militants socialistes ayant participé à la construction du quartier. Les pertes humaines ont été également forgées à jamais dans la mémoire collective de ce quartier. Nous voyons encore aujourd'hui les noms des victimes sur les murs et l'appellation des lieux communs. La destruction de 1977 a constitué un exemple pour mieux organiser la résistance et de ne plus céder aux nouvelles tentatives pour la destruction des bidonvilles reconstruits. Le Comité populaire a contribué à cette reconstruction. Au bout de deux mois, le quartier a été entièrement reconstruit et fera accepter progressivement son existence de fait ouvrant la voie à un processus de reconnaissance et de légalisation de la part des autorités publiques. De ce fait, la destruction constituera un tournant pour les autorités publiques également puisqu'elles seront finalement amenées à reconnaître indirectement le quartier et qu'elles laisseront les habitants relativement tranquille en raison de l'intensité de la violence employée, fortement critiquée par les partis d'opposition au parlement⁴³. En même temps, elles vont réussir à prendre progressivement le contrôle du quartier à partir de cette date.

Après le coup d'État militaire de 1980, nombreux militants socialistes du quartier appartenant au *Partizan* ou *Halkin Yolu* sont arrêtés et emprisonnés. Certains d'entre eux ont également choisi d'entrer dans la clandestinité et de joindre la guérilla dans les montagnes notamment du Kurdistan pour continuer la lutte armée. Un ancien militant renommé explique ce choix de la manière suivante : « *Pour la plupart d'entre nous, il y avait deux choix possibles. Soit d'aller à la montagne (Nda : joindre la guérilla), soit d'aller en Europe comme réfugié. Certains ont*

³⁹ Certains journaux de tendance nationaliste de l'époque n'hésitent pas à relayer cette image à travers des articles réguliers. Notamment le Tercüman, le Günaydin et le Türkiye présentent ces quartiers comme des nids de terroristes.

⁴⁰ Rangeon F., 1997, « Désordres urbains », in *Désordres* (CURRAPP), Paris, éd. PUF, p. 136.

⁴¹ Aslan S., *op. cit.*, p. 153.

⁴² *Ibid.*, p. 130.

⁴³ Voir les discours de Bülent Ecevit, président du CHP dans les journaux comme *Cumhuriyet* et *Politika* du 3 septembre 1977.

choisi le premier, d'autres le deuxième. J'ai voulu choisir ni l'un ni l'autre. J'ai pensé qu'il était aussi important de contribuer de là où je me trouvais et j'ai décidé de rester »⁴⁴.

Le Coup d'État a eu plusieurs conséquences dans la composition du quartier. D'abord, l'armée a pu pénétrer le quartier et disperser les groupes socialistes avec les arrestations massives. Ensuite, le gouvernement provisoire a reconnu officiellement le quartier en le nommant *Mustafa Kemal* et a organisé l'élection d'un *muhtar*⁴⁵ par les habitants. Enfin, avec l'affaiblissement et le départ partiel des organisations politiques, des constructions anarchiques se sont accélérées et la composition sociale et politique du quartier s'est, en partie, diversifiée avec l'arrivée de nouveaux habitants issues de différentes villes anatoliennes et de convictions politico-religieuses diverses.

Verta Taylor, dans une étude sur les mouvements féministes, estime que « les mouvements ne meurent pas, mais se rétractent et se retranchent pour s'adapter aux changements de climat politique »⁴⁶. Elle avance cette hypothèse en refusant la thèse d'une « conception immaculée » du féminisme états-unien dans les années 1960 : sa pseudo-naissance constituerait en fait une résurgence d'un mouvement déjà apparu à la fin des années 1940 et « *mis en veille* » au bout de quelques années. L'épuisement des militantes qui le portaient dans un environnement trop peu réceptif ne les aurait pas empêchées de transmettre discrètement le flambeau à une nouvelle génération bénéficiant d'un contexte plus favorable. On aurait pu croire que le même processus s'est déroulé dans le quartier du 1 Mayıs. Cependant, cette hypothèse n'a été que partiellement valable dans le cas du quartier du 1 Mayıs, dans la mesure où nous y constatons une période de mise en veille des mouvements socialistes entre 1980 et 1985, mais pas une transmission de la lutte. Les propos d'un ancien militant confirment ce constat : « *Après être sorti de prison en 1983, nous nous sommes éloignés de la lutte. Il y avait un sentiment de lassitude, d'épuisement. Les gens ont été torturés, certains étaient morts dans la prison. Du coup, nous n'avons pas pu relayer le combat à la génération suivante. Nous étions incapables de les guider* »⁴⁷. Il est admis par tous les anciens militants du quartier que la première génération des contestataires n'a pas su transmettre leur expérience de lutte : « *Nous n'avons pas pu montrer le chemin et orienter les militants de gauche qui nous succédaient. De ce fait, ils n'ont pas su organiser la résistance avec le peuple. Ils se sont enfermés chacun dans leur propre organisation. Une distance s'est croisée entre eux et les habitants* »⁴⁸.

À partir du milieu des années 1980, nous constatons une sorte de cristallisation au sein des organisations socialistes. Une différence générationnelle s'impose, les anciens méprisant les jeunes, les jeunes critiquant les anciens de ne plus être au fait des réalités actuelles de lutte. Un jeune militant explique que c'est « *toujours un plaisir d'écouter les mémoires des vieux militants du quartier mais il est désormais impossible de se comprendre* »⁴⁹. Cependant, les actions politiques des nouveaux groupes sont toujours imprégnées du passé. Les militants d'aujourd'hui portent toujours, en effet, le poids de la réussite politique des socialistes de l'époque et assoient leur légitimité sur la crédibilité des militants socialistes des années 1970. Les journaux politiques de l'époque continuent à être publiés dans le quartier, les tendances politiques actuelles s'organisant toujours autour de tels supports. Mais les procédés et les

⁴⁴ Entretien réalisé avec I. A., le 31 mars 2011, au quartier du 1 Mayıs, Istanbul.

⁴⁵ Il correspond au niveau le plus bas de la représentation administrative. Le *muhtar* s'occupe des affaires de l'État-civil et du registre des domiciles des habitants. Il est élu au suffrage universel direct mais est considéré comme un fonctionnaire de l'État.

⁴⁶ Taylor V., 2005, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Fillieule O., dir., *Le désengagement militant*, Paris, éd. Belin, pp. 229-250.

⁴⁷ Entretien avec I. A., réalisé le 31 mars 2011, au quartier du 1 Mayıs d'Istanbul.

⁴⁸ Entretien avec H.T., réalisé le 23 mars 2011, au quartier du 1 Mayıs d'Istanbul.

⁴⁹ Entretien avec un militant du Parti socialiste des opprimés, réalisé le 27 mars 2011, au quartier du 1 Mayıs d'Istanbul.

façons d'agir ne sont plus les mêmes, ni l'ampleur des actions. Cette situation renvoie à ce que soulignait Marx : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, ils la font dans des conditions héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants »⁵⁰. Les groupes révolutionnaires d'aujourd'hui ont besoin d'obtenir une certaine légitimité, un droit d'existence par rapport aux anciens révolutionnaires. De ce fait, il arrive parfois qu'ils durcissent leurs actions, ce qui entraîne du coup la perte du soutien des habitants⁵¹.

Partant de ce constat, il est peut-être légitime de s'interroger sur la présence d'une nouvelle génération militante dans le quartier. Si on se réfère à la définition de Margaret et Richard Braungart, définition selon laquelle les générations politiques « sont dues à l'interaction des forces qui se dégagent des phénomènes de cycles de vie lorsque des cohortes ayant développé une conscience générationnelle grandissent sous des circonstances historiques qui changent, et qu'elles réagissent à une société décevante en se mobilisant en vue du changement politique »⁵², il devient difficile de parler d'un véritable renouvellement générationnel dans le champ du militantisme au sein du quartier. On peut en revanche parler d'implantation des groupes socialistes de diverses tendances qui considèrent le quartier comme une niche où il est plus facile d'exister grâce à l'héritage du passé. Par exemple, les militants DHKP-C avec lesquels nous avons mené un *focus group interview* nous ont expliqué que la moitié d'entre eux n'habitent pas le quartier mais y sont envoyés par leur organisation pour ne pas laisser le « terrain » libre.

Transformation urbaine comme nouvelle cause de mobilisation

Durant ces deux dernières décennies, les villes en Turquie sont devenues centrales pour la reproduction et le développement continu du néolibéralisme lui-même. Elles constituent des laboratoires géographiques de plus en plus importants pour une variété de politiques néolibérales visant à accroître la valeur foncière de la terre. Il s'agit notamment de la création de centres financiers et de la construction de centres commerciaux, d'attractions touristiques et de *gated communities*⁵³ luxueuses⁵⁴. Cette tendance a fait que les quartiers des *gecekondu*

⁵⁰ Marx K., 1976, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, Paris, Éditions sociales, p.15.

⁵¹ Sükrü Aslan, qui nous a permis d'accéder aux groupes dans le quartier, explique la différence de perception entre les anciens et les nouveaux et pourquoi ces derniers n'arrivent pas à mobiliser les masses à partir d'une anecdote qui lui semble importante : « À un moment, durant les années 1970, des vols augmentent dans le quartier. Presque tous les jours les gens se faisaient voler. Les socialistes décident de trouver le coupable. Les soupçons se focalisent sur un type. Ils font un assaut chez lui et trouvent tous les objets volés. Ils se rendent compte que le type est cleptomane. Ils cherchent une solution. Pour ne pas l'humilier, ils décident de rendre tous les objets sans dire qui est le coupable, tout en chassant le voleur du quartier. Ils savent que s'ils le font tout de suite, tout le monde va savoir qui est le voleur. Ils décident donc de renvoyer la personne en question au bout de quelques mois en inventant une histoire à son propos. Cette histoire montre à quel point ils étaient humanistes et que leur objectif était plus d'atteindre l'idéal socialiste avec le peuple que d'asseoir leur pouvoir dans le quartier. Le même type d'événement se répète aujourd'hui dans le quartier. Tout récemment les groupes socialistes ont attrapé un type en flagrant délit. Sais-tu ce qu'ils ont fait ? Ils ont mis une pancarte autour de son cou et l'ont fait marcher tout au long de la rue principale en lui faisant répéter qu'il est un ennemi du peuple, qu'il l'a trahi et qu'il s'excuse. Comment avoir un soutien massif dans ce cas-là avec de tels procédés ? » (Entretien avec Sükrü Aslan, réalisé le 12 mars 2011, aux quartiers du 1 Mayıs et Kosuyolu d'Istanbul)

⁵² Braungart M. et R., 1989, « Les générations politiques », in Crete J., Favre P., dir., *Génération et politique*, Québec, éd. PUL-Économica, p. 7-9.

⁵³ Je préfère utiliser le terme en anglais car je trouve qu'il exprime mieux l'esprit de ce type de logement que le terme français de « résidence fermée ».

⁵⁴ Il y a de nombreux travaux sur la néolibéralisation des politiques urbaines en Turquie. On peut citer Enlil, Z.M., 2011, "The Neoliberal Agenda and the Changing Urban Form of İstanbul", in *International Planning Studies*, n° 16, pp. 5-25 ; Kuyucu T. et Ö. Ünsal, 2010, "Urban Transformation as State-led Property Transfer:

ont été les premières cibles de la transformation urbaine gérée par la direction publique des logements collectifs (TOKI), laquelle a l'intention de les remplacer par de nouveaux sites de logement. Cette situation reflète la profonde préoccupation du néolibéralisme urbain qui est d'imposer un certain paysage social sur la ville. Ce type de politique implique des actions nouvelles et agressives de la part de la police, des stratégies de surveillance relatives à des groupes et à des espaces particuliers, ainsi que la criminalisation de la pauvreté et de l'utilisation accrue du système pénal⁵⁵ (Dikeç, 2009). Il s'agit de concevoir de nouvelles formes urbaines et un nouvel ordre spatial susceptibles d'« optimiser » les fonctions urbaines. En fait, le but premier de cette stratégie est de changer les règles de production de l'espace sur la base d'un nouveau rapport de forces⁵⁶.

Le quartier du 1 Mayıs est directement affecté par cette évolution de la ville d'Istanbul, et ce d'autant plus au regard de son caractère partiellement informel et des caractéristiques socio-politiques de ses habitants. À partir des années 2000, la morphologie socio-politique du quartier commence à changer. Le quartier ne se trouve plus à la périphérie de la ville mais se retrouve en plein centre anatolien d'Istanbul en raison de l'étalement urbain qui s'opère à grande vitesse. De nouvelles préoccupations voient alors le jour. En raison de la localisation du quartier, les prometteurs immobiliers commencent en effet à s'intéresser au quartier *1 Mayıs* et aux quartiers alentours.

La première étape de la transformation urbaine en cours s'est traduite par la construction d'une *gated community*, *Soyak Selale Evleri*, située juste à côté du quartier, ce qui ne manque pas d'alarmer les habitants. C'est également pendant cette période qu'on a vu apparaître, d'après les habitants, des groupes vendant de la drogue ou tentant de faire du racket. De ce fait, certains groupes politiques, notamment les membres de l'ESP, ont fondé l'Association de l'embellissement du quartier du 1 Mayıs et se concentrent, via cette association, sur les problèmes locaux du quartier et sur les stratégies à adopter face à une éventuelle transformation du quartier. Les actions contre les projets de transformation urbaine et l'augmentation de la criminalité constituent ici les préoccupations principales. La transformation urbaine est considérée comme l'une des menaces majeures pour l'avenir du quartier dans lequel, est-il important de noter, plus de la moitié des habitants n'ont toujours pas de titre de propriété : « *Ils construisent en face de nous des bâtiments de quarante étages. De l'autre côté, il y a des bâtiments de 15-20 étages avec permis de construire. Dans notre quartier, les immeubles sont de 3-4 étages. Nous sommes restés au milieu comme un îlot. Ils ne donnent pas de permis de construire. Cela joue forcément. D'abord, il y a la peur de voir TOKI débarquer dans le quartier. Moi, personnellement je ne pense pas que le TOKI viendra. S'il vient, il en verra de toutes les couleurs. En tout cas, quoi que tu fasses, il y a une peur, un inconfort chez tout le monde* »⁵⁷.

La totalité des personnes interviewées souligne également combien la criminalité et l'addiction à la drogue sont des problèmes fondamentaux parmi les jeunes du quartier. Ces problèmes sont attribués, par les habitants du quartier, à l'État, lequel est accusé de dégénérer les quartiers « révolutionnaires » afin de faciliter la transformation urbaine : « *La Police tente de dégénérer ce quartier. Alors que les socialistes subissent toutes sortes de pression de sa part, elle ne touche pas aux voleurs. Les voleurs et les policiers sont de mèche. Ils pensent que si la jeunesse pourrit, de cette façon elle ne sera pas capable de s'orienter vers les luttes*

An Analysis of Two Cases of Urban Renewal in Istanbul”, in *Urban Studies*, n° 47, pp. 1479-1499 ; Türkün A., 2014, dir., *Mülk, Mahal, İnsan. İstanbul'da Kentsel Dönüşüm*, Istanbul, éd. Bilgi Yayınları.

⁵⁵ Dikeç M., 2009, “Space, politics and (in)justice”, in *Spatial justice*, n° 1, en ligne <http://www.jssj.org>.

⁵⁶ De Souza M.L., 2014, « Ensemble avec l'État, malgré l'État, contre l'État. Les mouvements sociaux, agents d'un urbanisme critique », in Gintrac C., Giroud M., dir., *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, éd. Les Prairies ordinaires, p. 368.

⁵⁷ Entretien réalisé avec H.T, un des *muhtars* du quartier, le 23 mars 2011.

politiques. Nous essayons de regagner certains de ces jeunes. Quand on demande à la police d'empêcher la vente des drogues dans le quartier, ils répondent qu'il vaut mieux être drogué que terroriste. Ils voient les choses comme ça. »⁵⁸

Dans un tel contexte, l'action collective change de sens. La volonté de répandre les idées socialistes, d'instaurer des modes de vie dans ce sens, laisse sa place à la préservation de l'identité et de la mémoire du quartier qui seraient constamment menacées, selon les habitants, par des tentatives d'aliénation se traduisant par des incidents fomentés par les forces de l'ordre. Toujours d'après les habitants, le risque d'une transformation urbaine est réel et les incidents actuels sont voulus dans l'objectif de légitimer la rénovation de leur quartier politiquement et ethniquement stigmatisé.

En d'autres termes, les mouvements qui structurent les quartiers essaient de prémunir la population contre ces risques. Les groupes politiques actifs développent ainsi des programmes pédagogiques à partir d'activités comme le football ou le théâtre qui aident à systématiser des luttes contre la prostitution, les gangs ou encore le jeu⁵⁹. L'un des exemples de ce type d'action a été la création de l'Association de 2 Septembre, tirant son nom de la date de la Grande destruction du quartier. Cette association, composée des anciens socialistes et majoritairement placée sous le contrôle des groupes marxiste-léninistes comme *Özgür Gelecek* (Avenir libre), organise des manifestations culturelles (cours de théâtre par exemple) et participe activement à l'organisation du festival du quartier ayant lieu tous les ans au mois d'octobre. Pendant ce festival, un jour est systématiquement consacré à un débat sur la transformation urbaine en vue de conscientiser la population quant à ce problème et de la rendre vigilante face à des tentatives de négociation individuelle : *« Il y a de sérieuses demandes. Si le grand constructeur Cevahir est venu ici pour discuter, les dés sont déjà jetés. L'État sait qu'il ne peut pas entrer dans le quartier facilement. De ce fait, il essaie peut-être de lancer le processus via des entrepreneurs privés. J'ai dit à un des constructeurs que les gens dans le quartier ne peuvent pas habiter dans les immeubles qu'ils construisent car rien que les frais de copropriété correspondent à un loyer. Déjà, ils paient difficilement leur propre loyer... Il a tourné la tête et m'a dit : "Madame le muhtar, ce n'est pas grave. Ils peuvent vendre pour aller ailleurs". C'est-à-dire que nous avons supporté toutes les difficultés de ce quartier et ils vont venir maintenant profiter des lieux ! Est-ce juste ? Les habitants de ce quartier ont tout créé à partir de rien. Il n'y avait rien ici quand ils sont arrivés, ni route, ni électricité, ni eau, et d'un coup d'autres vont arriver, construire des immeubles et vont gagner de l'argent ! Mais les vrais habitants ne pourront plus y vivre.* »⁶⁰

De ce fait, l'activité militante dans le quartier a aujourd'hui perdu sa dimension idéologique. Les revendications sont devenues plutôt identitaires et locales. Le traumatisme du coup d'État dissuade de s'engager dans la lutte. Une grande partie du quartier étant Alévie⁶¹, cette identité est davantage mise en avant dans des mobilisations locales, notamment à partir des années 1990. Cela va de pair avec une mise en avant de l'origine des habitants dans les organisations associatives. La présence de nombreuses associations de *hemşehri*⁶² dans le quartier l'atteste.

⁵⁸ Entretien réalisé avec un militant du Parti socialiste des opprimés, réalisé le 27 mars 2011, au quartier du 1 Mayıs.

⁵⁹ L'Association de 2 Septembre organise des ateliers de théâtre et de danse folklorique. Certaines organisations de gauche, notamment le Parti socialiste des opprimés, ont contribué à la formation du club de sports *Dogus*.

⁶⁰ Entretien réalisé avec le *muhtar* du quartier Mustafa Kemal, le 23 mars 2011, Istanbul.

⁶¹ D'après É. Massicard, on regroupe sous ce terme divers groupes qui rassemblent un culte hétérodoxe et syncrétique et qui présentent des proximités à la fois avec l'islam chiite et le mysticisme musulman, mais aussi avec de nombreux autres courants qu'il est difficile de rattacher à l'islam. Les Alévites ont en général des pratiques assez séculaires rattachées à la République et ont des pratiques religieuses qui se différencient clairement du Sunnisme (voir Massicard É., 2014, « La judiciarisation contrastée de la question alévie. De la Turquie à l'Europe », in *Revue française de science politique*, vol. 64, p. 711-733).

⁶² Le mot est utilisé pour désigner les personnes originaires de la même ville.

Les restrictions « pesant sur la vie politique auraient ouvert la voie à la création d'associations de *hemşehri*, ou dynamisé des organisations existantes »⁶³. La violence et, plus généralement, les actions illégales sont progressivement exclues du répertoire d'action des groupes Alévites organisés autour du *Cemevi* (lieu de culte des Alévites). Le coin du quartier où se trouve le *Cemevi* joue un lieu de socialisation et de rencontre ; lieu au sein duquel des actions de solidarité et des rituels sociaux comme l'enterrement ou la distribution des repas sont organisés. Y circulent les informations au sein du quartier et y sont décidées les actions à entreprendre. Malgré tout, le quartier garde toujours son caractère résistant et contestataire, de sorte qu'il ne se plie pas facilement aux demandes des autorités publiques. En 1995, après une émeute violente dans un autre quartier d'Istanbul provoquant la mort de 17 personnes⁶⁴, une manifestation de soutien a été organisée et les habitants y ont participé massivement. Cette manifestation s'est également soldée par une émeute : cinq personnes ont été tuées lors des affrontements avec la police. Le quartier continue donc à accumuler dans sa mémoire collective des faits de résistance et à s'identifier à des « martyrs » dont les photos sont exposées dans toutes les associations du quartier. On peut donc en conclure que les « engagements un temps réprimés resurgissent sous d'autres formes, tout en générant de multiples modalités de reconversion des ressources militantes précédemment acquises. Ces changements de registres peuvent être rapportés à des transformations des formes de mobilisation et de légitimation, parallèles aux changements des contraintes de l'action collective »⁶⁵.

Les répertoires d'action de cette période s'inscrivent donc davantage dans le cadre des actions subversives, évitant un contact et un affrontement direct avec les forces de l'ordre. De telles actions se concentrent autour de lieux paraissant apolitiques et davantage culturels, dissimulant l'engagement politique de leur membre. Mais ceci ne veut bien évidemment pas dire que des actions politiques n'ont pas lieu dans le quartier. Par exemple, pendant le mois de juin 2013, de nombreuses actions ont eu lieu en solidarité avec la résistance au parc Gezi de Taksim à Istanbul.

Force est donc de constater que les formes de résistance changent de forme et que, parallèlement, la protection du quartier devient un enjeu majeur puisqu'il est considéré comme le ciment d'une identité et d'une mémoire collective. Les « racines » spatiales et les liens développés au sein même du quartier aident les individus et les groupes à conserver une identité stabilisée. Cette forte relation au quartier encourage également les habitants à résister aux divisions spatio-temporelles imposées par les politiques urbaines. Les habitants se projettent dans leur environnement quotidien qui se compose à la fois du quartier et de la ville tout entière. En retour, leur espace de vie confère une reconnaissance et un ancrage à leur comportement avec en toile de fond la ville globalisée et marchandisée assignant une identité à l'individu aussi bien sur le plan social, économique que culturel⁶⁶. Par exemple, l'un des fondateurs du quartier qui y vit toujours le définit de la manière suivante : « *Je pense que nous devrions faire vivre notre quartier parce que nous l'avons gagné par le sang de nos camarades. Il y a des souvenirs de résistance dans tous les coins. Ce quartier a marqué notre mémoire sociale. Il donne toujours une place aux activités révolutionnaires et conduit à la*

⁶³ Massicard É., 2013, « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », in *Politix*, n° 102, p. 99.

⁶⁴ Il s'agit du quartier Gazi où une communauté alévie réside. Il a des traits similaires avec le quartier du 1 Mayıs du fait de la présence d'organisations d'extrême-gauche. Les émeutes ont éclatées après que trois inconnus ont tiré sur des personnes dans un café du quartier.

⁶⁵ Massicard É., 2013, *op. cit.*, p. 107.

⁶⁶ Lelandais G., 2014, « Space and Identity in Resistance Against Neo-liberal Urban Planning in Turkey », in *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 5, vol. 38, pp. 1785-1806.

production d'idées progressistes. Malgré tous les problèmes et les mesures politiques visant le quartier, il est encore un quartier révolutionnaire et rouge. »⁶⁷

Ces propos attirent l'attention sur deux points importants relatifs aux résistances actuelles. L'un porte sur le quartier et l'autre sur la mémoire. Autrement dit, l'importance du lieu et la mémoire qui lui est attachée jouent un rôle majeur dans la mobilisation contre la transformation urbaine. Les différentes mémoires qui peuvent être mobilisées réactivent les enjeux et les luttes de pouvoir au cœur de la ville. L'enjeu autour du contrôle de la mémoire de la ville constitue un terrain de lutte majeur entre les habitants des quartiers dits marginalisés et les décideurs publics qui tentent de créer, par le biais de la restructuration de l'espace urbain, une nouvelle mémoire de la ville.

Enfin, on constate que le quartier est lui-même au centre des luttes actuelles et remplace, dans le cas du 1 Mayıs, l'idéologie socialiste en termes de valeurs à préserver. Le quartier, avec son rôle de générateur d'une identité collective, constitue en effet une motivation unificatrice pour amener les habitants à résister contre la transformation de leur quartier et de leur ville, mais aussi de leur place et leur vie au sein du système urbain.

Conclusion

Le cas du quartier du 1 Mayıs montre l'importance de l'espace dans l'organisation des mobilisations. Au moment de la fondation du quartier dans les années 1970, il est considéré comme un lieu propice pour répandre une idéologie politique. Il est considéré par les organisations politiques comme une fenêtre d'opportunité regroupant des populations ouvrières et défavorisés, donc potentiellement sensibles aux idées socialistes. H. Bozarslan souligne que le mouvement ouvrier prend alors en compte des questions sociales comme le problème des *gecekondus*, la défense des lots de terrain construits, la cherté de la vie, etc. Le mouvement ouvrier remplace ainsi en quelque sorte l'autorité de l'Etat et supplée les services publics qui peinent à arriver dans ces quartiers considérés illégaux.

Dans les années 2000, le quartier devient l'objet d'une mobilisation mais de nature différente. En effet, même si dans les années 1970 l'un des enjeux majeurs des résistances était la protection du quartier, il reste que la dimension identitaire et mémorielle sont désormais au centre des actions, ce qui renforce la volonté de le protéger. En tant qu'espace de vie, « il fournit à l'action collective les ressources qui la rendent possible dans le même temps qu'il est transformé par elle »⁶⁸, dans la mesure où sa signification actuelle est le produit de la lutte des années 1970. M. Castells souligne dans ce sens qu'« un environnement local n'induit pas en soi des structures spécifiques de comportement ni d'ailleurs une identité distinctive. Mais, les gens résistent à la dynamique de l'individualisation et de l'atomisation sociale : ils tendent à se regrouper en organisations communautaires qui, avec le temps, créent un sentiment d'appartenance et en définitive, dans bien des cas, une identité culturelle. Pour en arriver là, il faut un processus de mobilisation sociale : les habitants doivent s'engager dans des mouvements urbains où ils découvriront et défendront des intérêts communs, partageront un vécu et produiront peut-être un sens nouveau »⁶⁹. Aujourd'hui cette mobilisation sociale s'effectue contre les effets des politiques urbaines, tout en étant accompagnée d'une contestation du système économique néolibéral. L'exemple du quartier du 1 Mayıs nous

⁶⁷ Entretien réalisé avec H.Y, le 22/03/2011, au quartier 1 Mayıs.

⁶⁸ Mathieu L., 2011, « Territoires et mises en espace des mobilisations », in Bonny Y., Ollitrault S., Keerle R., Le Caro Y., dir., *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, éd. Presses universitaires de Rennes, p. 195.

⁶⁹ Castells M., 1999, *Le pouvoir de l'identité*, Paris, éd. Fayard, p. 80.

montre que la territorialisation des appartenances n'a pas disparu et donne même lieu à de nouvelles formes d'organisation et de mobilisations politiques⁷⁰.

Bibliographie

- Aslan S., 2004, *1 Mayıs Mahallesi. 1980 Öncesi Toplumsal Muhalefet ve Kent*, Istanbul, éd. İletişim.
- Auyero J., 2005, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, pp. 122-132.
- Bennani-Chraïbi M., Fillieule O. (dir), 2003, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Bozarslan H., 1997, « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », in *Cultures & Conflits* [En ligne], n° 24-25, mis en ligne le 04 octobre 2001, consulté le 03 décembre 2014. URL : <http://conflits.revues.org/501>
- Braungart M. et R., 1989, « Les générations politiques », in Crete J., Favre P., dir., *Génération et politique*, Québec, éd. PUL-Économica.
- Castells M., 1999, *Le pouvoir de l'identité*, Paris, éd. Fayard.
- Castells M., Cherki E., Godard F. et Mehl D., 1978, *Crise du logement et mouvements sociaux urbains*, Paris, éd. Mouton.
- De Souza M.L., 2014, « Ensemble avec l'État, malgré l'État, contre l'État. Les mouvements sociaux, agents d'un urbanisme critique », in Gintrac C., Giroud M., dir., *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, éd. Les Prairies ordinaires, pp. 360-373.
- Dikeç M., 2009, "Space, politics and (in)justice", in *Spatial justice*, n° 1, en ligne <http://www.jssj.org>.
- Dorransoro G., 2005, *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régimes sécuritaires*, Paris, CNRS Edition.
- Enlil, Z.M., 2011, "The Neoliberal Agenda and the Changing Urban Form of İstanbul", in *International Planning Studies*, n° 1, vol. 16, pp. 5-25.
- Erman T., 2014, « Ethnographie du gecekondu. Un habitat autoconstruit de la périphérie urbaine », in *Ethnologie française*, n° 44, pp. 267-278.
- Gourisse B., 2011, « Variation des ressources collectives et organisation des activités de violence au sein du Mouvement nationaliste en Turquie (1975-1980) », in *Cultures & Conflits*, n° 81-82, pp. 81-100.
- Gourisse B., 2012, « Participation électorale, pénétration de l'État et violence armée dans la crise politique turque de la seconde moitié des années 1970. Contribution à l'analyse des crises politiques longues », in *Politix*, n° 98, p. 174.
- Gourisse B., 2014, *L'État en jeu. La violence politique en Turquie (1975-1980)*, Paris, éd. Karthala.
- Hirschman A., 1970, *Exit, voice and loyalty*, Harvard, éd. Harvard University press.
- Inan H., 1972, *Türkiye Devriminin Yolu*, notes de prison, mars.
- Karpat K., 1976, *The Gecekondu. Rural Migration and Urbanization*, Cambridge, éd. Cambridge University Press.
- Keles R., 1983, *100 Soruda Türkiye'de Şehirleşme, Konut ve Gecekondu*. Ankara, éd. Gerçek Yayınları.
- Kuyucu T., Ünsal Ö., 2010, "Urban Transformation as State-led Property Transfer: An Analysis of Two Cases of Urban Renewal in İstanbul", in *Urban Studies*, n° 7, vol. 47, pp. 1479-1499.

⁷⁰ Vidal D., Bénit C., Gervais-Lambony P., 2007, « Mobiliser », in Dorier-Apprill E., Gervais-Lambony P., dir., *Vies citadines*, Paris, éd. Belin, p. 57.

- Lelandais G., 2014, « Space and Identity in Resistance Against Neo-liberal Urban Planning in Turkey », in *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 5, vol. 38, p. 1785-1806.
- Marx K., 1976, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, Paris, Éditions sociales.
- Marx K. et Engels F. 1962, *Le Manifeste du Parti communiste*, Paris, éd. 10/18.
- Massicard É., 2013, « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », in *Politix*, n° 102, vol. 2, pp. 89-108.
- Massicard É., 2014, « La judiciarisation contrastée de la question alévie. De la Turquie à l'Europe », in *Revue française de science politique*, n° 4, Vol. 64, pp. 711-733.
- Mathieu L., 2011, « Territoires et mises en espace des mobilisations », in Bonny Y., Ollitrault S., Keerle R. et Le Caro Y., dir., *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, éd. Presses universitaires de Rennes.
- Mercklen D., 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*. Paris, éd. La Dispute.
- Pérouse J.-F., 2004, « Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », in *European Journal of Turkish Studies*, n°1, en ligne : <http://ejts.revues.org/index117.html>.
- Poyraz M., Aslan S. et Gandais L., 2010, *Les quartiers populaires et la ville*, Paris, éd. L'Harmattan.
- Rangeon F., 1997, « Désordres urbains », in *Désordres*, CURRAPP, Paris, éd. Puf, pp. 29-36.
- Revue *Halkın Yolu*, n° 43, 20 décembre 1977.
- Revue *Türk Solu*, n° 77, 6 mai 1969.
- Sencer Y., 1969, *Türkiye'de kentleşme*, Ankara, éd. Kültür Bakanlığı Yayınları.
- Sommier I., « Un nouvel ordre de vie par le désordre : Histoire inachevée des luttes urbaines en Italie », in *Désordres*, CURAPP, Paris, éd. Puf, pp. 142-156.
- Taylor V., 2005, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Fillieule O., dir., *Le désengagement militant*, Paris, éd. Belin, pp. 229-250.
- Türkün A., 2014, dir., *Mülk, Mahal, İnsan. İstanbul'da Kentsel Dönüşüm*, Istanbul, éd. Bilgi Yayınları.
- Vidal D., Bénit C., Gervais-Lambony P., 2007, « Mobiliser », in Dorier-Apprill E., Gervais-Lambony P., dir., *Vies citadines*, Paris, éd. Belin, pp. 39-58.